

Je me demande simplement si vous avez tenu compte du nouveau climat économique qui va découler de ce que j'appelle l'accord de Washington?

M. Williamson: Sénateur Stewart, cette question est tout à fait justifiée. Vous me forcez à dire que pour y répondre adéquatement, je devrais prendre tout le reste du temps que cette honorable assemblée a jugé bon de mettre à ma disposition. Je crains fort de devoir vous donner une réponse extrêmement brève et insuffisante, mais je voudrais préciser qu'à mon avis, l'accord de libre-échange—ou l'accord de Washington, comme vous l'appellez—est tout aussi important et pourrait présenter, de même, de très graves dangers pour le Canada. En fait, si j'étais parier—ce que je ne suis pas—je serais prêt à gager n'importe quoi que le Canada ne survivra même pas une génération si nous adoptons l'Accord du lac Meech et l'Accord de libre-échange.

Le sénateur Stewart: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, sénateur Stewart. La parole est maintenant au sénateur Lucier.

Le sénateur Lucier: Merci, monsieur le président.

M. Williamson, tout d'abord je voudrais vous remercier pour le temps que vous avez consacré à votre mémoire. Je l'ai parcouru et je le trouve extrêmement intéressant. Je crois comprendre, à la lumière de votre introduction que, à l'instar de bien d'autres Canadiens, vous n'aviez pas consacré beaucoup de temps à l'Accord du lac Meech avant que le sénateur Bell ne vous demande de l'examiner.

A titre d'habitant du Nord, je suis outragé par l'Accord du lac Meech, mais à titre de Canadien, j'estime que cet accord pourrait à long terme avoir des effets extrêmement nuisibles sur l'ensemble des Canadiens et notre avenir.

Ce que je veux savoir, c'est comment nous pouvons faire comprendre nos craintes aux habitants des provinces puisque ce sont eux qui doivent persuader leurs premiers ministres provinciaux de réexaminer l'accord. Il me semble que chaque fois que je vais en Colombie-Britannique et que je commence à parler de l'Accord du lac Meech à quelqu'un, il comprend tout de suite ce que je veux dire. La réaction de la plupart des gens est de demander: «Comment cette affaire s'est-elle rendue aussi loin?»

La question que je veux poser est celle-ci: Pouvez-vous nous proposer une façon de faire comprendre aux habitants du reste du Canada ce que contient ce document et quelles pourraient être ses conséquences à long terme?

M. Williamson: Sénateur Lucier, la dernière page de mon exposé donne mes propres idées sur ce qu'il faudrait faire. En l'occurrence, si le Sénat décidait de rejeter l'Accord du lac Meech, cela mettrait certainement le feu aux poudres. Je suis convaincu cependant que cela sensibiliserait en même temps les Canadiens au problème et attirerait leur attention. Si vous rejetiez l'accord, le gouvernement serait nettement obligé de demander la dissolution du Parlement et de déclencher des élections générales au sujet de l'Accord du lac Meech. Selon moi, il y a suffisamment de gens au Canada qui partagent vos préoccupations et, à ce moment-là, je pense qu'ils diraient la

même chose que vos amis de Colombie-Britannique. Je pense qu'il est possible de faire comprendre aux Canadiens ce qui est en jeu, mais pour déclencher des élections générales, il faut un rejet catégorique. On ne peut pas se contenter de dire: «Essayons de bricoler l'Accord du lac Meech.» Si nous essayons de le rafistoler un peu, tout ce qui arrivera, c'est que ceux qui savent ce qui en est seront mécontents et que les autres Canadiens ne comprendront toujours pas ce dont il s'agit.

Il faut présenter une question claire et précise à l'ensemble des Canadiens. Je pense qu'ils réagiront de la façon appropriée. Je peux me tromper; comme je l'ai déjà dit, il arrive parfois à des nations de commettre un suicide politique, social, économique et culturel, et rien ne peut empêcher une nation de se suicider si c'est ce qu'elle veut. Je ne pense pas cependant que les Canadiens soient prêts à commettre un tel suicide. Je pense qu'ils réagiraient de la façon appropriée.

J'espère que vous considèrerez cette suggestion assez tenue comme une réponse raisonnable, sénateur.

Le sénateur Lucier: Dans votre mémoire, vous parlez du pouvoir qu'a le Parlement de contrôler l'économie. Je me demande si l'Accord du lac Meech n'enlève pas les rênes de l'économie au Parlement pour les confier aux premiers ministres. Je me demande si on ne crée pas en fait un quatrième palier de gouvernement dans lequel viennent se glisser les conférences des premiers ministres; comme pour le lac Meech, dix premiers ministres provinciaux et un premier ministre fédéral se réunissent dans une salle pour décider de l'avenir du Canada, y compris de l'économie, et ils en sortent avec un document analogue à celui-ci, qu'ils essaient de faire approuver par leur assemblée législative. Avez-vous songé à cela, et cela vous préoccupe-t-il, monsieur?

M. Williamson: Absolument, monsieur. Je considère que la constitutionnalisation des conférences des premiers ministres est une initiative très grave que les Canadiens n'apprécient pas du tout en général, mais c'est exactement ce qui va se passer. Nous aurons en fait un comité de douze personnes qui vont adopter sans débat des solutions définitives qu'elles pourront imposer au Parlement du Canada et aux assemblées législatives. Autrement dit, cela va réduire considérablement toute chance de gouverner de façon vraiment démocratique dans ce pays.

Le sénateur Molson: Je voudrais poser au témoin la question suivante: Si le Sénat décidait de suivre son conseil au sujet de l'Accord du lac Meech, quel effet cela aurait-il sur la province de Québec, d'après lui? Je ne parle pas des mérites de l'Accord du lac Meech; je pensais purement à ses conséquences; je me demande si dans ce cas-ci le remède ne serait pas pire que la maladie. Je crains que vous ne provoquiez un retour en arrière de pas mal d'années au Québec, à l'époque où l'idée de la séparation du Canada semblait logique et très attrayante.

M. Williamson: Monsieur le sénateur Molson, votre question est excellente. De toute évidence, vu sous un angle général, s'il faut détruire le Canada pour que le Québec reste dans la Confédération, cette initiative est plutôt futile.